

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/TUN/1
G/SCM/N/1/TUN/1
25 janvier 1996

(96-0253)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: français

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS
AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6
DES ACCORDS

TUNISIE

La Mission permanente de la Tunisie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 décembre 1995.

La Mission permanente de Tunisie à Genève présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce et, conformément aux dispositions de l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI, et de l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et pour donner suite aux décisions pertinentes du Comité des pratiques antidumping (documents G/ADP/N/1 et G/ADP/N/1/Suppl.1) et du Comité des subventions et des mesures compensatoires (documents G/SCM/N/1 et G/SCM/1/Suppl.1), a l'honneur de lui notifier, ci-joint, le texte de la Loi n° 94-41 du 7 mars 1994, relative au commerce extérieur (articles 12 à 13) et du Décret n° 44-1745 du 29 août 1994 portant fixation des conditions et modalités de détermination des pratiques déloyales à l'importation.

Il y a lieu de signaler que la Tunisie a entrepris l'examen de cette législation en vue de s'assurer de sa compatibilité avec les Accords de l'OMC.

En ce qui concerne l'autorité chargée des enquêtes en matière de mesures antidumping et des enquêtes en matière de droits compensateurs, le Ministère chargé du commerce est l'autorité compétente pour mener ces enquêtes conformément à la Loi du 7 mars 1994 ci-dessus mentionnée.

LOI N° 94-41 DU 7 MARS 1994 RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Au nom du peuple;

La Chambre des députés ayant adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article premier. La présente loi a pour objet de définir le régime du commerce extérieur applicable aux opérations d'importation et d'exportation des marchandises désignées ci-après par le terme: produits.

...

Chapitre III

De la défense contre les pratiques déloyales à l'importation

Section 1

De l'institution des droits compensateurs

Article 12. Est réputée pratique déloyale à l'importation toute opération d'importation de produits faisant l'objet de dumping ou de subvention qui lors de sa mise à la consommation cause ou menace de causer un préjudice important à une production nationale similaire, ou retarde sensiblement la création ou le développement d'une production nationale similaire.

Article 13. Est considéré comme faisant l'objet:

- d'un dumping, tout produit dont le prix à l'exportation vers la Tunisie est inférieur à sa valeur normale ou à celle d'un produit similaire constatée au cours d'opérations commerciales normales dans le pays d'exportation ou d'origine;
- d'une subvention, tout produit qui a bénéficié dans le pays d'exportation ou d'origine d'une prime directe ou indirecte à la production, à la transformation, à l'exportation ou au transport.

Article 14. Un droit compensateur à l'importation peut être institué sur tout produit faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention.

Le montant de ce droit ne peut dépasser la marge de dumping ou le montant de la subvention.

Les droits compensateurs définitifs et provisoires sont établis par arrêté du Ministre des finances sur proposition du Ministre chargé du commerce.

Ces droits sont recouvrés comme en matière de droits de douane.

*JORT n° 19 du 8 mars 1994.

Article 15. Lorsqu'il ressort d'un examen préliminaire qu'un produit importé présente des indices de dumping ou de subvention, cause ou menace de causer un préjudice important à une production nationale similaire, sa mise à la consommation sur le marché tunisien peut être subordonnée au dépôt d'une garantie égale à la marge de dumping ou au montant de la subvention, et ce à titre de droit compensateur provisoire.

Le droit compensateur provisoire est valable pour une période maximale de quatre mois à partir de sa mise en application. Toutefois, le Ministre des finances peut, sur proposition du Ministre chargé du commerce, la proroger d'une période supplémentaire de deux mois.

Article 16. Lorsqu'un droit compensateur provisoire n'a pas été institué sur des importations de produits faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention et mis à la consommation et que le préjudice ou la menace de préjudice engendré par lesdites importations a été établi définitivement, le Ministre des finances peut, sur proposition du Ministre chargé du commerce, instituer par application des dispositions de l'article 15 susvisé un droit compensateur sur lesdites importations avec effet rétroactif, à condition qu'une période de quatre-vingt-dix jours ne se soit pas écoulée depuis la date de déclaration desdits produits en douane pour leur mise à la consommation.

Article 17. La régularisation de la garantie du droit compensateur provisoire prévue à l'article 15 de la présente loi est, selon le cas, effectuée comme suit:

- si le droit compensateur définitif est égal au droit provisoire, objet de la garantie déposée, celle-ci sera définitivement recouvrée;
- si le droit compensateur définitif est supérieur au droit provisoire, objet de la garantie déposée, la différence sera recouvrée;
- si le droit compensateur définitif est inférieur au droit provisoire, objet de la garantie déposée, le montant en excédent est remboursé.

Article 18. Lorsqu'il est constaté après enquête que l'exportateur prend en charge le droit compensateur, en totalité ou en partie, directement ou indirectement, un droit compensateur additionnel peut être institué conformément aux articles 14 et 15 de la présente loi.

Article 19. Les conditions et les modalités d'évaluation de la valeur normale, du préjudice subi par la production nationale, de la marge de dumping ou de subvention, les procédures d'application des droits compensateurs provisoires et définitifs ainsi que les autres procédures afférentes à la défense contre les pratiques de dumping et de subvention sont fixées par décret.

Section II

De la procédure inhérente aux requêtes et enquêtes

Article 20. Les requêtes relatives aux importations objet de dumping ou de subvention sont déposées au Ministère chargé du commerce soit par les personnes physiques ou morales, soit par les organismes concernés.

La requête écrite adressée au Ministre chargé du commerce doit contenir des éléments de preuve suffisants quant à l'existence de dumping ou de subvention causant ou susceptible de causer un préjudice important à la production nationale similaire.

Article 21. Lorsque, à l'issue d'un examen préliminaire de la requête, il apparaît qu'il existe des éléments de preuve suffisants, le Ministre chargé du commerce ordonne immédiatement l'ouverture d'une enquête en la matière et en informe officiellement les parties concernées.

Le déclenchement d'une enquête ne fait pas obstacle aux opérations de dédouanement des produits concernés.

Article 22. Lorsque l'ouverture d'une enquête est décidée, le Ministre chargé du commerce prend les dispositions suivantes:

- faire parvenir les demandes de renseignements nécessaires à l'enquête aux parties concernées qui doivent, après les avoir remplies, les faire parvenir aux services du Ministère chargé du commerce dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception. Ce délai peut, en cas de nécessité, être prorogé de 15 jours supplémentaires;
- l'annonce au Journal officiel de la République tunisienne de l'ouverture d'une enquête concernant le produit objet de dumping ou de subvention.

Lorsque la requête formulée n'a pas été retenue faute d'éléments de preuve suffisants, le requérant en est informé.

Article 23. Pour la vérification des informations fournies pendant l'enquête, les agents du Ministère chargé du commerce ou tous autres agents habilités à cet effet peuvent effectuer des visites et procéder à des examens sur les lieux du travail et de production appartenant aux personnes physiques ou morales concernées par l'enquête.

La même procédure peut être engagée à l'extérieur du territoire tunisien, en accord avec l'exportateur et les autorités compétentes du pays concerné.

En cas de nécessité, et compte tenu des particularités du dossier à traiter, des renseignements peuvent être recueillis auprès des divers institutions et établissements publics tunisiens ou étrangers à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

L'enquête se poursuit sur la base des données disponibles entre les mains des enquêteurs lorsqu'il apparaît que l'une des parties concernées ne peut fournir, pour une raison quelconque, les informations voulues, communique de fausses informations, refuse de fournir des informations ou cherche à faire obstacle à l'enquête.

Article 24. Les informations obtenues au cours de l'enquête ne peuvent être utilisées à des fins autres que celles de la procédure relative au dumping ou à la subvention.

Les parties concernées sont tenues de fournir aux enquêteurs un résumé non confidentiel desdites informations lorsque ce résumé leur est demandé.

L'administration tunisienne est en droit, en cas de recours en justice, de fournir les informations confidentielles, ou présumées telles par les parties concernées, en vue de justifier son action en justice tendant à l'application de la réglementation relative à la défense contre les pratiques de dumping et de subvention.

Article 25. Les services chargés de l'enquête peuvent procéder à l'audition des parties en cause sur leur demande, ou pour les besoins de l'enquête, ensemble ou séparément.

Les parties intéressées peuvent, lorsqu'elles le demandent par écrit, prendre connaissance des informations non confidentielles à l'exception de celles relatives à l'enquête.

Article 26. Les agents du contrôle économique, ainsi que toutes les autres personnes appelées à connaître du dossier d'enquête, sont tenus au secret professionnel et leur sont applicables les dispositions de l'article 254 du Code pénal.

Article 27. Les exportateurs et les importateurs du produit faisant l'objet d'enquête, ainsi que les requérants, peuvent être informés du déroulement et des résultats de l'enquête.

Ladite information qui peut être fournie par écrit ne préjuge cependant pas des décisions à prendre.

Article 28. Chaque partie concernée a le droit de demander par écrit au Ministre chargé du commerce de recourir à des consultations en vue d'aboutir à un règlement amiable des différends pouvant surgir dans le cadre de la lutte contre les pratiques de dumping ou de subvention.

Article 29. Dès l'annonce au Journal officiel de la République tunisienne de l'ouverture de l'enquête prévue à l'article 22 de la présente loi, les opérateurs qui s'apprêtent à importer le produit objet de dumping ou de subvention sont tenus, avant d'effectuer les formalités de dédouanement dudit produit, d'informer le Ministre chargé du commerce des quantités et des valeurs de l'importation envisagée.

Article 30. L'enquête prend fin soit par sa clôture sans mesure provisoire ou définitive, soit par l'acceptation des engagements offerts prévus à l'article 31, soit lorsque l'objet de la plainte a cessé d'exister.

Toute décision de clôture d'enquête fait l'objet d'une annonce au Journal officiel de la République tunisienne.

Lorsque des engagements acceptables sont offerts au cours de l'enquête, celle-ci peut être close.

La clôture de l'enquête ne fait pas obstacle à la perception définitive des montants déposés en garantie par des droits compensateurs provisoires.

Article 31. On entend par engagements tous actes ou actions par lesquels:

- a) le gouvernement du pays d'origine ou d'exportation du produit faisant l'objet de subvention élimine ou limite celle-ci, ou prend d'autres mesures pour mettre fin à ses effets préjudiciables;
- b) l'exportateur concerné révisé ses prix ou renonce à ses exportations de manière à éliminer la marge de dumping ou les effets préjudiciables qui en résultent.

En cas de non-respect des engagements offerts, la procédure reprend son cours normal, sur la base de la reconnaissance faite par la partie concernée de la pratique de dumping ou de subvention ainsi que de ses effets préjudiciables à la production nationale.

Section III

Du réexamen et de la restitution

Article 32. Peuvent faire l'objet d'un réexamen les décisions instituant des droits compensateurs, ainsi que celles portant acceptation des engagements prévus à l'article 31 de la présente loi.

Cette révision peut avoir lieu à la demande des parties intéressées qui présentent des éléments de preuve d'un changement de situation suffisant pour justifier la nécessité de procéder à ce réexamen, et ce à condition qu'une année au moins soit écoulée depuis la date de l'institution des droits compensateurs.

Article 33. La demande de réexamen est adressée au Ministre chargé du commerce. Lorsqu'il apparaît qu'un réexamen est nécessaire, l'enquête est rouverte conformément aux articles 22, 23, 24 et 25 de la présente loi.

La réouverture de l'enquête n'affecte pas les mesures prises.

La conclusion de l'enquête concernant le réexamen des mesures peut aboutir soit à la modification de ces dernières, soit à leur confirmation.

En cas de révision des droits compensateurs, à la baisse, la différence sera remboursée.

DECRET N° 94-1745 DU 20 AOUT 1994 PORTANT FIXATION DES
CONDITIONS ET MODALITES DE DETERMINATION DES
PRATIQUES DELOYALES A L'IMPORTATION

Le Président de la République;

Sur proposition des Ministres des finances et de l'économie nationale;

Vu le Code des douanes;

Vu la Loi n° 90-61 du 28 juin 1990 portant ratification du protocole d'adhésion de la Tunisie à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT);

Vu la Loi n° 91-64 du 29 juillet 1991 relative à la concurrence et aux prix;

Vu la Loi n° 94-41 du 7 mars 1994 relative au commerce extérieur et notamment son article 19;

Vu l'avis du Tribunal administratif;

DECRETE:

Article premier. Le présent décret a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'évaluation de la valeur normale, du préjudice subi par la production nationale, du prix à l'exportation et de la marge de dumping ou de subvention.

Article 2. On entend par:

- 1) Branche de production nationale, l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits.
- 2) Produit similaire, tout produit identique à tous égards au produit faisant l'objet de dumping ou de subvention ou en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.

Chapitre I

De la valeur normale

Article 3. La valeur normale désigne soit:

- 1) Le prix comparable réellement payé ou à payer au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays d'origine ou d'exportation.

Le prix doit être net de tout rabais ou de toutes remises ayant un rapport direct avec les ventes considérées.

*JORT n° 69 du 2 septembre 1994.

Les rabais différés peuvent être admis si des preuves sont produites que ceux-ci s'appuyaient sur une pratique constante.

- 2) Lorsqu'aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché du pays d'origine ou d'exportation ou lorsqu'une telle vente ne permet pas une comparaison valable:
- a) le prix comparable du produit similaire lorsqu'il est exporté vers un pays tiers, ou
 - b) la valeur construite, établie par addition du coût de production et d'une marge bénéficiaire raisonnable.

Le coût de production est calculé sur la base de l'ensemble des coûts, tant fixes que variables, se rapportant aux matériaux et à la fabrication, au cours d'opérations commerciales normales, dans le pays d'origine, augmentés d'un montant raisonnable pour les frais de vente, les dépenses administratives et autres frais généraux.

- 3) Lorsque l'exportateur, dans le pays d'origine, ne produit ni ne vend le produit similaire, la valeur normale est établie sur la base des prix ou coûts d'autres vendeurs ou producteurs dans le pays d'origine.

Article 4. Lorsqu'un produit n'est pas importé directement du pays d'origine mais exporté vers la Tunisie à partir d'un pays tiers, la valeur normale est le prix comparable réellement payé ou à payer du produit similaire sur le marché intérieur soit du pays d'exportation soit du pays d'origine.

Article 5. La valeur normale des importations en provenance de pays à économie planifiée est déterminée sur la base:

- a) des prix auxquels un produit similaire d'un pays tiers à économie de marché est réellement vendu
 - soit pour la consommation sur le marché de ce pays,
 - soit à d'autres pays;
- b) de la valeur construite du produit similaire dans un pays tiers à économie de marché; ou
- c) du prix réellement payé ou à payer sur le marché tunisien pour le produit similaire en incluant une marge bénéficiaire raisonnable.

Chapitre II

Des opérations commerciales normales

Article 6. Sont considérées opérations commerciales normales les ventes de produits en vue de la consommation dans le pays d'origine à des prix reflétant les coûts réels de production.

Article 7. Ne sont pas considérées opérations commerciales normales les ventes de produits à des prix inférieurs à leurs coûts de production si elles ont porté sur des quantités substantielles durant la période de l'enquête et dont les prix pratiqués ne permettent pas de couvrir au cours d'opérations commerciales normales et durant la période sus-indiquée tous les frais raisonnablement répartis.

Chapitre III

Du prix à l'exportation

Article 8. Le prix à l'exportation est celui réellement payé ou à payer pour le produit vendu à l'exportation vers la Tunisie net de toutes taxes, de tous rabais effectivement appliqués et ayant un rapport direct avec les ventes considérées.

Article 9. Lorsque le prix à l'exportation n'existe pas ou lorsqu'il est constaté un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie ou que, pour diverses raisons, les prix payés ou à payer pour le produit vendu à l'exportation ne peuvent servir de référence, le prix à l'exportation peut être construit sur la base du prix auquel le produit importé est revendu pour la première fois à un acheteur indépendant.

Si le produit n'est pas revendu à un acheteur indépendant ou n'est pas revendu en l'état où il a été importé, le prix à l'exportation sera établi sur toute base raisonnable qui pourra être déterminée par les agents du Ministère chargé du commerce.

Chapitre IV

De la comparaison des prix

Article 10. La valeur normale et le prix à l'exportation doivent être comparés à des dates aussi proches que possible.

Pour la comparaison, il sera tenu compte des prix pratiqués au même niveau commercial qui sera normalement le stade sortie usine, des caractéristiques physiques du produit, des différences dans les conditions de vente, de taxation et des autres différences affectant la comparabilité des prix.

Chapitre V

De la détermination du préjudice

Article 11. La détermination du préjudice doit comporter un examen objectif du volume des importations faisant l'objet de dumping ou de subvention et de l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur ainsi que de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

Article 12. L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention, sur la branche de production concernée, comportera une évaluation de tous les éléments et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche et notamment:

- la diminution effective ou potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marchés, de la productivité, du rendement des investissements et de l'utilisation des capacités de production;
- les effets négatifs sur les flux des liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance.

Article 13. La détermination concluant à une menace de préjudice important doit se fonder sur des faits et non pas seulement sur de lointaines possibilités.

Article 14. Pour déterminer s'il y a menace de préjudice important, les agents chargés de l'enquête doivent examiner les éléments tels qu'indiqués ci-après:

- Taux d'accroissement important des importations faisant l'objet de dumping ou de subventions sur le marché intérieur qui dénote les probabilités d'une augmentation substantielle des importations.
- Entrée des importations à des prix qui ont pour effet de déprimer les prix intérieurs de façon importante ou d'empêcher de façon importante la hausse de ces prix.
- Stock des produits faisant l'objet de l'enquête.

Article 15. Les importations faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention doivent être la cause directe du préjudice subi. La détermination d'un lien de causalité entre les importations et le préjudice causé à la branche de la production nationale doit se fonder sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents.

Chapitre VI

De la marge de dumping

Article 16. La différence entre le prix à l'exportation et la valeur normale du produit faisant l'objet de dumping constitue la marge de dumping.

Chapitre VII

Du montant de la subvention

Article 17. Le montant de la subvention est calculé par unité de produit subventionné et exporté vers le marché tunisien.

Sont déduits du montant de la subvention totale les éléments suivants:

- a) tous frais de dossiers et autres coûts nécessaires encourus pour avoir droit à la subvention ou pour en bénéficier;
- b) les taxes à l'exportation, droits ou autres charges prélevés sur l'exportation du produit vers la Tunisie destinés spécialement à la neutralisation de la subvention.

Article 19. Ces déductions ne peuvent être effectuées qu'à condition d'être demandées et appuyées par des éléments de preuve par la partie concernée.

Article 20. Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et faisant double emploi avec le présent décret.

Article 21. Les Ministres des finances et de l'économie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le

Zine El Abidine Ben Ali